



*Empowered lives.
Resilient nations.*

**Recrutement d'un consultant national pour l'évaluation
de l'impact du COVID19 sur l'économie, les secteurs
productifs, les emplois et le marché du travail**

Termes de référence

Groupe de Travail Economie du Système des Nations Unies au Cameroun

Août 2020

9 E

1. Contexte et justification

La pandémie liée au Corona virus ou Covid-19 est passée d'une crise sanitaire à un choc économique et du marché du travail, particulièrement en liaison avec les mesures de confinement adoptées dans le monde entier. Toutes les économies ont été mises à rude épreuve ; l'Afrique Centrale et particulièrement le Cameroun ne font pas exception ; par conséquent, il faudrait s'attendre à une croissance économique négative à fin 2020. Selon les estimations de l'OIT sur l'impact mondial du Covid-19 faites en juin 2020, les pertes d'emplois seraient d'environ 400 millions au premier semestre 2020, ce qui s'accompagnerait d'une augmentation de la pauvreté au travail et une baisse des revenus du travail (plus de 5 milliards de dollars US).

Depuis ces chiffres préliminaires, la crise s'est aggravée en termes d'intensité et de portée mondiale. Dans la situation actuelle, les entreprises et les travailleurs de la majorité des pays sont touchés par la crise par des canaux directs et indirects. Un certain nombre de secteurs, en particulier dans les segments liés aux services, sont confrontés à des pertes vertigineuses de performances et de productivité, ce qui entraîne la perte d'emplois et de revenus, en particulier pour les travailleurs sans protection (p. ex. les travailleurs informels, occasionnels et domestiques). Dans de nombreuses économies, les consommateurs sont moins enclins à accéder aux biens et des services, du fait d'une érosion de leur pouvoir d'achat. En raison des niveaux élevés d'incertitude, les entreprises sont susceptibles de réduire les investissements, les achats de biens et l'embauche de travailleurs.

Quoiqu'étant du point de vue épidémiologique moins touchés par le COVID19 que les pays de l'Europe ou les USA, les pays en développement comme le Cameroun, sont confrontés à un déclin des activités économiques en raison de la baisse de la demande mondiale et des perturbations des chaînes de valeur mondiales, des flux de capitaux et du tourisme. Les travailleurs migrants sont particulièrement vulnérables aux fermetures de frontières, ce qui entraînera une diminution des envois de fonds et une réduction des possibilités d'émigration. En l'absence de mesures appropriées, de nombreux travailleurs informels migreraient vers les zones rurales, accélérant ainsi la propagation de la contagion. S'agissant du Cameroun, l'essentiel de ses produits de consommation sont importés de la Chine et de l'Europe. Une part importante de ses exportations est en destination du marché sous-régional (Afrique Centrale). Dans tous ces circuits d'importations, puis de ventes en gros et en détail, ou dans la chaîne de transport, de commercialisation en dehors des frontières nationales, plusieurs activités productives ou de fourniture de services sont réalisées en permettant de créer des emplois dans le secteur moderne et surtout dans le secteur informel¹ (par exemple dans la friperie ou articles d'habillement importés, le poisson frais importé, la commercialisation des produits importés dans le secteur de l'électricité, du bâtiment, de la réparation, etc.). Avec la fermeture des frontières, tous ces pans essentiels de l'économie nationale ont été affectés². Des mesures ont été prises par le Gouvernement pour en atténuer les effets.

Cependant, si les mesures politiques visant à atténuer l'impact sur les activités de production et de services, les entreprises, le secteur informel et les emplois y afférents sont insuffisantes, il y aura une nouvelle série d'effets déflationnistes sur l'activité économique en raison de la baisse de la commande publique, de l'approvisionnement en facteurs de production, des niveaux de la demande des ménages, de la consommation des travailleurs, ce qui risque de voir perdurer la récession économique, en absence d'interventions publiques plus adaptées à la crise.

Cette préoccupation justifie la nécessité de réaliser des études spécifiques pour mieux cerner l'ampleur du problème et proposer des recommandations au Gouvernement. Cela a justifié aussi la mise en commun des ressources financières des agences SNU au Cameroun, dans le cadre d'un panier commun logé au niveau du PNUD, pour soutenir les travaux d'analyses qui seront conjointement menées par les agences, en sollicitant les services d'un consultant national qualifié.

¹ Selon l'OIT, le secteur informel représente au moins 80% des emplois en Afrique Centrale.

² Voir rapport d'analyse d'impacts potentiels de la pandémie sur les ménages, INS 2020.

2. Objectifs

Au moment où la pandémie fait son chemin dans le monde entier, et particulièrement au Cameroun, il est indispensable d'en connaître tous les contours de manière la plus actualisée possible et basé sur des hypothèses les plus objectives possibles.

L'objectif général de la présente étude est ainsi de renforcer la base de connaissances sur les canaux de transmission et les impacts de la pandémie sur l'économie, les secteurs productifs, l'emploi, les PME, le secteur informel et aussi les ménages.

Dans ce contexte, la présente étude qui permettra d'actualiser et d'approfondir les évaluations préliminaires au Cameroun, aura pour objectifs spécifiques de :

1. Évaluer l'impact actuel de la crise Covid-19 sur l'économie et le marché du travail au Cameroun, au premier semestre étendu au mois de juillet (sur la base des informations les plus récentes) ;
2. Évaluer les perturbations induites par la crise sanitaire sur les différents maillons des chaînes de valeur dans les secteurs économiques clé (en particulier ceux identifiés dans la première analyse comme les plus affectés comme l'agriculture, la construction, les services, etc) , en termes de productivité, compétitivité, accessibilité, distribution, valeur ajoutée sectorielle ;
3. Analyser spécifiquement les effets induits sur le commerce international, les circuits d'approvisionnement en intrants, les contraintes et défis liés au développement des entreprises, la continuité de leurs services et leurs paramètres de performances,
4. Evaluer les effets induits sur les indicateurs clé du marché du travail, des emplois formels et informels et des services publics de l'emploi,
5. Analyser les effets de la pandémie et des mesures y afférentes sur les capacités et les besoins de financement de l'économie, ainsi que les niches de mobilisation de ressources favorables à sa résilience ;
6. Simuler les impacts de la pandémie sur la pauvreté et les conditions de vie des ménages sur la base des données sur la pauvreté les plus récentes possibles (ECAM4) et les résultats du sondage rapide sur les ménages organisés par l'INS en lien avec le COVID19 ;
7. Examiner les réponses politiques existantes et identifier les lacunes ou gaps dans la mise en œuvre des politiques et des mesures envisagées.
8. Proposer des pistes de scénarii à court et à moyen terme pour faire face à la pandémie

3. Mandat du consultant

Dans le cadre de la mise en œuvre de cette activité, il est attendu du consultant sous la responsabilité technique du Groupe de travail Economie du Système des Nations Unies (SNU), de :

1. Faire une revue documentaire sur les analyses déjà produites sur le sujet et collecter les données requises pour les analyses aussi bien quantitatives que qualitatives,
2. Interagir avec le groupe de travail Economie du Système des Nations Unies placé sous la facilitation de l'OIT pour les réunions de suivi de la mise en œuvre et des progrès et difficultés éventuellement constatés sur le terrain,
3. Se référer à l'OIT en tant que facilitateur du groupe de travail Economie, pour toutes questions d'ordre technique relevant de la mise en œuvre des activités,
4. Exploiter et analyser les données et élaborer un rapport d'étude conformément aux Termes de référence qui lui ont été assignés, et sur la base des orientations du groupe de travail Economie du SNU,
5. Présenter pour enrichissements et validation le rapport de l'étude, en collaboration avec les membres du Groupe Economie du Système des Nations Unies au Cameroun.

4. Livrables

Au terme de cette étude, il est attendu du consultant de fournir les livrables suivants :

1. Un rapport méthodologique détaillé de l'étude
2. Un rapport de démarrage précisant les secteurs économiques clé
3. Un Rapport d'étude n'excédant pas 60 pages, sans les annexes,
4. Une note de synthèse sous forme de policy brief de 3 pages maximum,
5. Une base de données documentaire (fichier excel), indiquant toutes les sources et les références des analyses produites.

5. Méthodologie

Cette évaluation s'appuiera sur les données primaires quantitatives récemment collectées sur le Cameroun, sur la situation des ménages, des entreprises, des secteurs productifs et des acteurs de l'économie informelle au regard de la situation liée à la pandémie du COVID19. Elle sera aussi basée sur des données secondaires de la comptabilité nationale (PIB, commerce extérieur, prix, inflation, productions et valeurs ajoutées sectorielles, Budget/ gestion des finances publiques, etc.) et des données d'enquêtes sur les conditions de vie des ménages, la main-d'œuvre, selon leur disponibilité.

Toutefois, étant donné que les données en temps réel font défaut dans la plupart des pays comme le Cameroun, en particulier en ce qui concerne les impacts sur certains secteurs productifs et le marché du travail, il est essentiel que l'évaluation tienne compte de divers indicateurs et de connaissances qualitatives sur les thèmes qui seront étudiés relativement à la pandémie. Le dialogue social devrait soutenir un tel processus par la participation de représentants des OSC et d'organisations d'employeurs et de travailleurs, des organisations faitières des unités économiques opérant dans le secteur informel. Ceci permettra par ailleurs de respecter le principe du LNOB.

Des outils d'évaluation d'impacts des mesures de politiques macro et sectorielles, sur l'emploi, l'économie informelle (questionnaires et guides d'entretien complémentaires), seront appliqués pour soutenir les évaluations. Pour davantage anticiper sur les effets potentiels de la pandémie au regard de ses scénarii d'évolution dans le pays, il sera fait recours entre autres, au Modèle d'équilibre Général Calculable Emploi développé par la DPPS/MINEPAT, le MINEFOP et l'OIT pour analyser les impacts de la pandémie sur les variables clé du marché du travail que sont le chômage, les emplois, le volume de travail, la rémunération du travail, les paramètres de transition du formel vers l'informel et vice versa.

6. Rôle du Groupe de suivi

Une équipe technique inter-agence sous la forme d'un groupe de travail Economie composée de représentants des agences parties prenantes à l'étude, sera chargée d'accompagner le consultant dans la réalisation de sa prestation. Le Groupe de travail est placé sous la responsabilité technique de l'Organisation Internationale du Travail (OIT) qui en assure la facilitation. Ainsi, le Groupe de travail aura pour missions de :

- Valider la méthodologie proposée par le consultant ;
- Assurer le cadrage méthodologique de l'activité ;
- Assurer le suivi et la bonne exécution de la mission ;
- Veiller au respect des délais contractuels.
- Organiser la présentation finale et la validation du rapport de l'étude.

7. Profil du consultant

Le Consultant qui sera identifié doit répondre aux critères suivants :

- Etre titulaire d'un diplôme supérieur au moins équivalent au Master II en Sciences Economiques (Macroéconomie, Economie du Développement, Ingénieur Statisticien Economiste, etc ;)
- Avoir des connaissances approfondies et des expériences avérées en matière de planification stratégique et gestion opérationnelle du développement (au niveau de la chaîne Planification, Programmation, Budgétisation, Suivi-Evaluation)
- Avoir une expertise sur les politiques du marché du travail et de l'emploi et leur mainstreaming dans les politiques macroéconomiques et sectorielles
- Avoir une maîtrise du cadre théorique et pratique des outils requis en matière d'évaluation et d'analyses quantitatives de données pour une meilleure gestion du développement (Evaluation ex ante, ex post, techniques d'analyses prévisionnelles et prospectives, etc .)
- Avoir une connaissance du Système des Nations Unies serait un atout

NB : Les candidatures féminines sont fortement encouragées
Etre parfaitement bilingue est un atout.

8. Offres

8.1. Procédure de soumission de l'offre

L'appel à manifestation d'intérêt est national et ouvert aux consultants qualifiés. Les candidats devront soumettre au plus tard 10 jours après publication de l'appel à candidature les éléments suivants :

(i) une offre technique ressortant clairement : la compréhension de la consultation, la méthodologie proposée, l'organisation du travail, les références des expériences dans le domaine (à préciser), un Curriculum Vitae (CV) le plus actualisé. Les candidatures seront déposées au siège du PNUD (Yaoundé) contre récépissé.

(ii) une offre financière. Il est à noter que tous les coûts et tarifs doivent être exempts de taxe, le PNUD étant exonéré d'impôts.

Le tableau ci-après doit être utilisé pour préparer le tableau des coûts. Il comporte des lignes de dépenses spécifiques qui peuvent ne pas être requises ou applicables, mais qui sont en tout état de cause données comme exemples.

Tableau des coûts: Invitation à soumissionner				
Description de l'activité / article		Unité	Coût	Montant total estimé
1	Honoraire du consultant	H/jour		
2	Autres			
3	Communications	Forfait		

A l'issue de l'évaluation des offres financières, le candidat techniquement apte et ayant présenté l'offre financière la moins disante sera retenu.

8.2. Evaluation des offres

L'évaluation des propositions se déroulera en deux temps. L'évaluation sur la base du CV sera préalablement réalisée avant la comparaison des propositions financières. La proposition financière ne sera considérée que pour les soumissions qui auront reçu la note technique de 70% sur un score total maximum de 100 points.

Lors de la deuxième étape, les offres financières de tous les prestataires ayant obtenu la note technique minimale de 70% au cours de l'évaluation technique seront comparées.

Le contrat sera adjugé au consultant proposant l'offre la mieux disante (celle ayant obtenue la meilleure note combinée issue de l'offre technique et de l'offre financière, avec une pondération de 70/30.)

a) Critères techniques – 70% de l'évaluation totale – sur 100 points

Critère d'évaluation	Pondération	Total des points (100 pts)
Qualification et expérience		
Expérience professionnelle d'au moins 05 années en matière de planification stratégique et gestion opérationnelle du développement (au niveau de la chaîne Planification, Programmation, Budgétisation, Suivi-Evaluation)	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Expérience dans le domaine cité (5 pts) ✓ Nombre d'années d'expérience 05 ans ou plus (10 pts) 	15 pts
Expériences en termes de maîtrise du cadre théorique et pratique des outils requis en matière d'évaluation et d'analyses quantitatives de données pour une meilleure gestion du développement (Evaluation ex ante, ex post, techniques d'analyses prévisionnelles et prospectives, etc.) Avoir une expertise sur les politiques du marché du travail et de l'emploi et leur mainstreaming dans les politiques macroéconomiques et sectorielles	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Avoir réalisé ce type de travail, (5 pts par travail cité) 	35 pts
Expérience de travail avec le gouvernement et les partenaires au développement	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Expérience de travail avec le gouvernement, la société civile/partenaires sociaux, les partenaires au développement (10 pts) 	10 pts
Profil du Consultant		
Être titulaire d'un BAC + 5 au moins en économie ou statistique	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Bac + 5 dans les domaines cités (20 pts) ✓ PHD (5 pts) 	25 pts
Maitrise des logiciels économétriques (à compléter)	<ul style="list-style-type: none"> ✓ SPSS, Eviews, Stata 	5 points
Maitrise des langues	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Français (5 pts) ✓ Anglais (5 pts) 	10 points

b) Critères financiers – 30% de l'évaluation totale

La formule suivante sera utilisée aux fins d'évaluation des propositions financières

$P = \gamma(\mu/z)$ dans laquelle :

P= la proposition financière soumise ;

Y= le nombre maximum de points pour la proposition financière ;

μ = le montant de la proposition la moins disante ;

z= le montant de la proposition soumise

9. Durée de la prestation

La durée contractuelle de la mission est estimée à 30 jours ouvrables. Un contrat de prestations de services sera formalisé à cet effet suivant les procédures de passation de marché en vigueur au PNUD.

Approuvés par :

Handwritten signature

1. Courbe de la production

La courbe de production est une courbe qui relie les quantités de facteurs de production (travail et capital) à la quantité de produit. Elle est généralement représentée par une courbe en S inversé, ce qui signifie que le rendement décroît à mesure que les quantités de facteurs augmentent.

2. Courbe de la production

La courbe de la production est une courbe qui relie les quantités de facteurs de production (travail et capital) à la quantité de produit. Elle est généralement représentée par une courbe en S inversé, ce qui signifie que le rendement décroît à mesure que les quantités de facteurs augmentent.

Figure 1

